

Repenser l'opinion

Extrait de *The Nature and Origins of Mass Opinion*, New York,
Cambridge University Press, 1992, p. 91-96

John Zaller, Traduit de l'anglais par **Loïc Blondiaux**

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2001/3 (N° 31), PAGES 223 À 232
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

ISBN 2271059240

DOI 10.4267/2042/14554

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-223.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

John Zaller
University of California, Los Angeles, UCLA

REPENSER L'OPINION

**Extrait de *The Nature and Origins
of Mass Opinion*,**
New York, Cambridge University Press, 1992, p. 91-96

Traduit de l'anglais par Loïc Blondiaux

Présentation

Autant le dire d'emblée, l'extrait qui suit de l'ouvrage de John Zaller ne rend pas totalement justice à un livre qui, par son ambition et quelques-unes de ses implications, a marqué la réflexion théorique sur l'opinion publique ces dix dernières années aux États-Unis, au point d'en être devenu aujourd'hui un classique.

Le projet de l'ouvrage est posé dès les premières lignes : « Ce livre se propose de discuter la manière dont les gens forment leurs préférences politiques. Il cherche à montrer comment l'information et les arguments politiques se diffusent dans l'ensemble de la population, comment les individus évaluent cette information à la lumière de leurs idéaux politiques et autres prédispositions, et comment ils convertissent leurs réactions en énoncés d'attitude dans les sondages d'opinion ainsi que dans leurs choix électoraux. » (p. 1). L'auteur se propose ainsi de construire un modèle dynamique susceptible de

rendre compte de la formation de l'opinion publique et de ses différentes expressions comme le vote ou les sondages à partir d'une explication fine du mécanisme de production des opinions individuelles. Toutes choses égales par ailleurs, l'ambition est ici comparable à celle d'un autre ouvrage influent de ces vingt dernières années dans le domaine des recherches sur l'opinion publique : *The spiral of silence* de l'allemande Elizabeth Noëlle Neumann (Noëlle Neumann, 1984).

Quatre idées (présentées comme des « axiomes » dans le vocabulaire souvent appuyé de l'auteur) forment la base du modèle. Toutes ne sont pas nouvelles, loin s'en faut, mais leur assemblage fait l'apport théorique de l'ouvrage :

— Les citoyens varient dans l'attention qu'ils portent habituellement à la politique ainsi que dans leur niveau d'exposition à l'information politique.

— La capacité de réaction critique aux arguments développés par les élites et repris dans les médias varie en fonction du degré de compétence politique de la personne.

— Les individus ne possèdent pas d'attitude stable sur les enjeux sur lesquels ils sont susceptibles d'être interrogés par voie de sondage. Ils développent au contraire une multiplicité de « considérations » à propos de chaque enjeu, lesquels peuvent se révéler contradictoires les uns avec les autres.

— Ils construisent le plus souvent leurs opinions dans la minute où ils sont confrontés à la question, en mobilisant pour se faire les considérations qui leurs sont pour de multiples raisons les plus immédiatement accessibles à l'esprit.

À partir de ce canevas d'hypothèses, l'auteur suit deux lignes d'explications. La première fait une place privilégiée à l'action des médias sur l'opinion, et s'inscrit à cet égard dans ce courant d'études qui, depuis une quinzaine d'années, a contribué à renouveler en profondeur la recherche sur la construction médiatique de l'opinion (cf. par exemple Iyengar 1987 ; Gamson 1992 ; Mutz 1998). L'auteur précise la nature de cet effet et montre qu'il est le plus puissant sur les strates moyennement informées et intéressées par la politique, le public le plus attentif étant capable d'exercer une capacité de résistance critique face aux « messages persuasifs » diffusés par les élites au travers des médias et les autres restant quoiqu'il arrive éloignées de ces flux d'informations. S'appuyant sur plusieurs études de cas bien

documentées, Zaller souligne également la forte dépendance de l'opinion à l'égard des évolutions du discours des élites politiques, en montrant qu'elle réagit presque toujours, avec cependant un temps de retard plus ou moins long, aux changements idéologiques constatés au sein de ces dernières, selon un processus déjà en partie décrit par Page et Shapiro (Page et Shapiro, 1987).

Mais l'aspect le plus intéressant du modèle de Zaller réside dans son explication du processus de formation des opinions individuelles dans les sondages. En procédant à une remise en cause radicale de l'idée selon laquelle les individus seraient porteurs d'opinions préalablement formées, cohérentes et stables sur la plupart des questions à propos desquelles on les interroge et qu'il suffirait simplement d'enregistrer ; en soulignant *a contrario* le caractère improvisé, dialogique et construit, en un mot la plasticité de tout « énoncé d'opinion », il renouvelle deux des principaux débats qui traversent la réflexion sur l'opinion publique depuis une quarantaine d'années :

— Sous l'angle de la réflexion méthodologique, Zaller offre une clé d'explication pour comprendre les résultats des nombreuses études expérimentales menées depuis les années 1980, notamment autour de l'équipe de George Bishop aux États-Unis, lesquelles ont amplement démontré l'extrême sensibilité des personnes interrogées à la formulation des questions de sondage, au contexte de passation du questionnaire ou à l'ordre des questions (Bishop *et al.*, 1984 ; Schuman et Presser, 1981, ou pour la France Grémy, 1993).

— Sous l'angle de la controverse récurrente autour de la rationalité de l'opinion, l'ouvrage propose également une alternative précieuse. Il s'agit moins de déplorer l'absence de cohérence idéologique ou de fondement cognitif de la plupart des énoncés d'opinions, comme a pu le faire Converse dans un article célèbre dont il est longuement question dans les pages qui suivent (Converse, 1964), que de comprendre de quoi ces opinions sont précisément faites, à savoir d'un mélange évolutif et parfois confus de considérations multiples et contradictoires, dont le sondage ne peut mettre au jour qu'un aspect.

En rappelant par ailleurs que l'opinion, y compris à l'état individuel, n'est nullement un attribut figé et donné une fois pour toutes mais se construit en continu, par la prise en compte d'informations nouvelles, sous la forme d'un échange permanent avec l'extérieur et dans l'interaction, Zaller rejoint, par des voies très différentes, la

réflexion sur l'opinion délibérative que mène James Fishkin ou le propos de John Dewey, tous deux également présents dans ce numéro. Dans tous ces cas, c'est bien la dimension procédurale de l'opinion qui est mise en évidence, contre toute forme de réification psychologique ou sociologique.

Loïc Blondiaux

La nature de l'opinion publique

Dans les chapitres qui précèdent, j'ai essayé d'illustrer et de démontrer deux principes théoriques : un principe d'ambivalence qui veut que les individus en politique hésitent et développent des points de vue différents et souvent contradictoires sur la plupart des questions politiques qui leur sont soumises ; un principe de réponse qui affirme que les individus répondent aux questions de sondage en se fondant sur les considérations qui, pour une raison ou pour une autre, leur sont les plus immédiatement accessibles (*salient*).

Ces deux idées permettent notamment d'expliquer l'incohérence des réponses fournies par un même individu à une même question de sondage, lorsque celle-ci peut lui être posée à différentes reprises dans le temps. Cela tient à ce que les gens ne possèdent pas en général d'attitude fixe sur la plupart des problèmes politiques et s'efforcent le plus souvent de répondre sur la base d'un ensemble de considérations dont la hiérarchie peut momentanément varier. J'ai essayé de développer et de vérifier plusieurs conséquences de ce modèle, en particulier le fait que les individus dont les considérations à propos d'une question politique donnée sont les plus homogènes (telle qu'on peut mesurer cette homogénéité par des questions ouvertes) sont aussi les plus stables dans les réponses qu'ils donnent aux questions fermées portant sur ce problème.

Je pense également avoir montré que dans les cas où les personnes sont à la fois divisées intérieurement sur une question, mais néanmoins contraintes de se prononcer sur le fondement de ce qui leur vient instantanément à l'esprit, tout facteur susceptible d'agir sur le contexte de ce travail de mémorisation immédiate pourra avoir une influence sur la réponse. C'est ainsi que tout ce qui relève de la situation d'interview — l'ordre dans lequel sont posées les questions, l'origine ethnique de l'interviewer, la formulation de la question, la citation d'un groupe de référence pertinent

pour la personne interrogée, l'exposition préalable à une émission télévisée portant sur le sujet — produira des effets immédiats sur la réponse. Ces facteurs, auxquels il convient d'ajouter des éléments de contexte plus large comme le discours des élites et celui des médias, agissent directement sur les considérations que les individus mobilisent pour répondre aux questions qui leur sont posées.

De ces deux principes, le principe d'ambivalence et son corollaire — le fait que les individus ne sont généralement pas porteurs d'attitudes stables et unifiées sur les questions politiques — est probablement le moins familier et potentiellement le plus sujet à controverses. Il contredit les théories dominantes relatives aux attitudes politiques des masses, comme celles de Converse et d'Achen (cf. *infra*) et transgresse le sens commun que nous possédons de l'opinion publique, lequel suppose de manière implicite que les membres du public possèdent de véritables attitudes sur la plupart des enjeux. Je vais tenter ici, à la lumière des éléments empiriques avancés précédemment, de produire d'ultimes arguments qui rendront ce constat à la fois moins provocateur et intuitivement plausible.

Que ce soit dans les questions de sondage portant sur certains enjeux politiques ou dans les débats qui mobilisent les élites autour de ces mêmes enjeux, les questions politiques tendent à être formulées sous la forme de jugements synthétiques — est-ce que l'avortement doit ou non être légalisé ? est-ce que la mixité à l'école doit ou non être favorisée afin de promouvoir l'intégration ? — lesquels supposent de celui qui les produit une capacité à agréger des sentiments très divers. Or il n'y a absolument aucune raison pour qu'un individu pense de manière cohérente la totalité des éléments qu'il est amené à synthétiser en vue de produire le type de jugement sommaire qui lui est demandé dans une question de sondage. Celui qui soutient le droit de la femme à la maîtrise de sa fécondité peut ne pas se sentir à l'aise avec l'IVG ; celui qui souhaite l'intégration raciale peut penser qu'une mixité imposée dans les écoles n'offre pas un moyen acceptable d'y parvenir. De même enfin, une personne pourra être choquée à la vision d'un reportage mettant en scène une fraude à la sécurité sociale et, quelques semaines plus tard, réagir également de manière indignée si un autre reportage lui montre des enfants pauvres abandonnés et des familles sans logement.

Ainsi, dès lors qu'une politique est débattue les gens peuvent avoir autant de motifs d'y être favorable que de s'y opposer mais, et c'est là l'essentiel, pour la plupart d'entre eux la plupart du temps il n'y a nulle nécessité de réconcilier ces réactions contradictoires aux enjeux ou aux événements, voire même d'admettre cette contradiction. Chacune d'elles peut s'apparenter à un sentiment spontané, capable de coexister avec des sentiments opposés. Ce n'est qu'au moment où la personne se trouve contrainte de répondre à une question de sondage, qu'elle devra mobiliser la considération ou l'idée qui lui est la plus immédiatement disponible, en vue de produire la réponse demandée.

Les analystes de l'opinion publique sont depuis longtemps conscients de ce que seule une fraction de citoyens est « idéologiquement cohérente » lorsqu'on interroge ces derniers par sondage et sur un éventail diversifié de questions d'opinion (Converse, 1964). Or, il se trouve, et

c'est que nous sommes parvenus à démontrer ici, que la plupart des citoyens se révèlent également incohérents dès lors qu'il s'agit de penser différents aspects d'une seule et même question politique. Les implications d'un tel constat sont évidentes. L'une des plus importantes est que, comme j'y ai insisté, les individus ne possèdent pas en général d'« attitudes véritables » sur la plupart des questions politiques, à la façon dont les théories communes le supposent. Sur toute question ou enjeu politique, ils sont amenés à développer différents points de vue partiellement indépendants et souvent contradictoires. Contraint de répondre dans le cadre d'un questionnaire d'opinion, l'individu fera prévaloir telle ou telle considération en fonction de la chance ou de certains détails de construction du questionnaire, comme l'ordre ou la formulation des questions. Ces détails agiront comme des informations ou des rappels qui rendront telle ou telle considération plus accessible et influenceront le sens de sa réponse.

Cette idée se vérifie toutes les fois où plusieurs instituts de sondage s'essayent simultanément à mesurer l'opinion sur une question donnée. Ils se confrontent alors à la diversité des attitudes du public, sans jamais parvenir à saisir son « opinion réelle ». Il a été ainsi démontré qu'à la veille de la guerre du Golfe par exemple, le soutien américain à la guerre contre l'Irak avait fluctué dans de larges proportions — non pas dans le temps, mais au gré des différentes questions utilisées par les différentes organisations de sondage cherchant pourtant toutes à enregistrer le même phénomène d'attitude. Deux journalistes à la recherche de l'opinion publique américaine trois semaines avant le début des combats pouvaient ainsi observer que « selon la manière dont les questions sont formulées le niveau de soutien à une ligne dure tantôt s'abaisse jusqu'à un étiage de 40/50 %, tantôt s'élève vers des sommets, jusqu'à 70/80% d'approbation » (*Washington Post*, 23 décembre 1990, p. C1).

Prendre la réponse d'une personne à une question de sondage pour la preuve d'une attitude relève d'une simplification assez grave. Ce dont nous avons besoin en fait c'est d'une machinerie conceptuelle susceptible de rendre compte de la diversité des sentiments que les gens peuvent développer à l'égard d'une question et, dans ces conditions, de l'information extrêmement limitée qu'ils fournissent en répondant aux questions de sondage. C'est une telle machinerie que le modèle que je propose voudrait commencer à mettre en place.

Je voudrais répéter ici un argument déjà formulé auparavant mais qui risque d'avoir été oublié. Rien dans une telle argumentation ne suggère que tous les membres du public sont ambivalents sur tous les sujets, ou que tout le monde est ambivalent au même degré. Au contraire, certaines personnes n'ont aucune ambivalence sur certains sujets et développent à leur propos des considérations qui vont toutes dans le mêmes sens. Mais une telle absence d'ambivalence reste inhabituelle et s'accompagne le plus souvent d'un haut niveau d'intérêt et de réceptivité par rapport au problème considéré.

Opinion publique et démocratie

Au cours de la période 1956-1958-1960, une enquête électorale par panel mise en place par l'université de Michigan a sondé à trois reprises et en des termes identiques un même échantillon de personnes sur plusieurs questions politiques. Cette enquête a conclu à l'existence de très hauts niveaux d'instabilité des opinions individuelles. C'est au vu de ses conclusions que Converse en est venu à formuler sa célèbre thèse sur les « non-attitudes » : selon lui, de nombreux segments de l'électorat n'auraient tout simplement pas d'attitude sur les problèmes politiques à propos desquels on les interroge (Converse, 1964).

Les implications d'une telle hypothèse sont plutôt sombres. Si la thèse de Converse est correcte écrit Achen, « la théorie démocratique perd son fondement » (1975, p. 1227). Par contraste, les implications du travail empirique qu'a mené de son côté Achen à la suite de Converse se sont révélées plus optimistes : la plupart des membres du public possèderaient des « attitudes véritables », voire même presque idéalement stables. Pour expliquer les surprenants niveaux d'instabilité constatés par Converse, il faudrait incriminer non pas le flou des personnes interrogées mais l'imprécision des questions qu'on leur pose.

Ma position se situe à mi-chemin entre celle de Converse et celle d'Achen. Elle s'accorde avec Converse pour penser qu'il existe une grande part d'incertitude, d'hésitation et d'incompréhension dans les réponses habituellement fournies aux questions de sondage d'opinion. Le problème n'est donc pas simplement méthodologique et attribuable seulement au caractère imprécis des questions posées. Mais il faut rejeter simultanément l'hypothèse conversienne des « non-attitudes », dite également du « pile ou face », laquelle suppose que ces fluctuations dans les réponses viennent de ce que la plupart des personnes interrogées sont incitées à répondre totalement au hasard, faute de posséder la moindre idée de ce dont il est question.

Mon hypothèse est que même lorsque des personnes sont amenées à exprimer des positions parfois complètement opposées à une question sur laquelle elles ont été interrogées à plusieurs reprises, elles expriment pourtant à chaque fois des sentiments authentiques. C'est l'angle sous lequel elles perçoivent la question qui a changé. Rien n'indique donc que les réponses changeantes qu'elles fournissent à ces différentes occasions n'aient pas le même degré d'authenticité.

Si les personnes interrogées dans les sondages répondaient purement au hasard, sans avoir la moindre opinion sur l'enjeu à propos duquel on les interroge, il faudrait alors sérieusement revoir la valeur politique de tels énoncés. Il n'est pas sûr ainsi que les acteurs politiques aient la moindre raison de continuer à en tenir compte. Mais si ces fluctuations traduisaient en fait une balance entre des sentiments également partagés quoique contradictoires, au plan individuel comme au plan collectif, il faudrait alors accorder à ces hésitations une valeur politique digne quant à elle d'être prise en compte politiquement.

Il reste que mon argumentation conduit à remettre en cause l'idée selon laquelle il existerait une position unique et stable de l'opinion, au plan individuel comme au plan collectif, sur une

question donnée et à un moment donné. Dans la mesure précisément où ce qui est mesuré comme étant l'opinion publique semble dépendre inévitablement de la manière dont les questions ont été formulées et mises en ordre. Si différentes formulations ou différents ordres de question produisent des résultats différents, ce n'est nullement parce que certains fourniraient une perception biaisée du sentiment véritable de l'opinion et d'autres non, c'est tout au contraire parce que le public, n'ayant pas d'opinion fixée, se fonde de manière implicite sur les éléments de contexte que lui fournit le libellé précis de la question et se sert de cette information pour en traduire les enjeux et mobiliser sur le champ les considérations pertinentes qui lui permettront d'y répondre.

Ceci ne signifie en rien que le public ne possède pas en propre des espérances, des peurs, des valeurs, des préoccupations qui peuvent être de surcroît indépendantes dans une large mesure du discours des élites. Cela signifie plutôt que les sentiments du public sont, avant qu'on ne les mesure, flous et fréquemment contradictoires. Celui de ces sentiments qui finira par être mesuré comme l'expression de l'opinion publique est en fait le résultat d'un processus complexe dans lequel les sondeurs jouent, avec d'autres, un rôle clé.

Si l'on accepte cette analyse de la nature des énoncés d'opinion publique, il faut donc renoncer à voir dans la mesure de l'opinion publique par sondage (ou par tout autre moyen) un acte complètement neutre. Elle confirme, si l'on en doutait encore, que les sondeurs font partie intégrante de l'élite politique. Comme le notent Kinder et Sanders dans leur discussion des effets des différentes formulations possibles du problème de *l'affirmative action* « ceux d'entre nous qui sont amenés à rédiger des questions de sondage sont alors placés dans une position à peu près identique à celle de ceux qui détiennent le pouvoir réel : acteurs politiques, directeurs de journaux et journalistes, fabricants d'informations de toutes sortes. Tous font des choix et interviennent sur la manière dont les débats publics sont cadrés (*framed*). Et en toutes hypothèses, ce choix peut avoir des conséquences importantes » (p. 99).

Je sais par expérience que la plupart des sondeurs, y compris lorsqu'ils viennent de l'université, n'aiment pas être vus comme des acteurs politiques. À la manière de Walter Cronkite, qui avait pris l'habitude de terminer ses journaux télévisés avec cette formule assez solennelle : « c'est ainsi que cela se passe » (*that's the way it is*), les sondeurs aiment à penser qu'ils mesurent sans biais et dans la plus grande neutralité, « ce que le public pense réellement ». Ils se donnent pour mission, en pratique, de demander au public de prendre une position claire et tranchée sur chacun des débats qui agite les élites politiques.

Ce souci de rester le plus neutre possible conduit en fait les sondeurs à laisser à la communauté des acteurs politiques au sens large — acteurs politiques, entrepreneurs de cause, leaders de groupes d'intérêts, journalistes et conseils en communication — le soin de cadrer l'expression de l'opinion publique. C'est bien le discours que ces derniers adressent au public, souvent élaboré avec le souci de prendre en compte les réactions de ce dernier, qui construit les « problèmes » spécifiques à propos desquels « l'opinion publique » est alors sondée et rendue publique. Je ne suis évidemment pas le premier à mettre en évidence cette participation permanente des élites à la construction

des enjeux politiques au service de leurs causes particulières (voir Edelman, 1964 ; Bennett, 1980 ; Gamson et Modigliani, 1987). Mais il me semble que j'apporte ici une micro-explication nouvelle de la raison pour laquelle ce travail de cadrage et ces manipulations de symboles font souvent la différence.

On analyse souvent ce travail de cadrage ainsi que cette manipulation de symboles par les élites d'une manière négative, comme si l'on avait à faire à différentes sortes de conspiration, amenés à disparaître dans un état moins corrompu de la démocratie. Mais de tels phénomènes, quelle que soit la manière dont on les juge, sont selon moi inévitables. Car, dans la mesure où le public ne possède pas d'attitude fixe sur ce qu'il voudrait voir advenir, mais simplement un ensemble divers de considérations partiellement cohérentes entre elles, il faut bien que quelqu'un se charge de simplifier et de cristalliser les enjeux de manière à rendre l'action possible.

On peut rapprocher de ce qui précède le récent livre de Douglas Arnold, *The logic of Congressional Action* (1990). Ce dernier montre que le Congrès adopte des lignes d'action souvent spectaculairement contradictoires. Il se montre tantôt favorable à un budget en équilibre lorsque cette question vient en débat et tantôt en faveur d'un accroissement des dépenses publiques lorsqu'il en vient à voter sur une chapitre de dépense particulier. De la même manière, il peut favoriser la création d'incitations fiscales lorsqu'il les vote article par article et demander une plus grande transparence fiscale lorsqu'une réforme de la fiscalité est envisagée. L'une des raisons invoquées par Arnold pour rendre compte de telles incohérences tient à la manière dont les entrepreneurs de cause et autres groupes d'intérêt construisent l'enjeu en question et font notamment anticiper ce que sera la réaction de l'opinion publique à telle ou telle décision. La réussite au Congrès tient précisément à la capacité que l'on possède d'amener ses collègues ainsi que les autres membres de l'élite, en particulier les journalistes, à accepter les cadres que l'on a forgés à leur intention.

Un argument similaire peut être avancé pour analyser le phénomène du *leadership* dans son ensemble. Les *leaders* politiques sont rarement les instruments passifs de l'opinion majoritaire, pas plus qu'ils n'essayeront en général de défier de front l'opinion publique. Mais ils cherchent régulièrement à jouer sur les sentiments ou principes contradictoires qui coexistent en permanence dans l'esprit des gens, à mobiliser ponctuellement certains d'entre eux tout en combattant ou passant les autres sous silence.

C'est ainsi que la prise en compte de cette ambivalence du public peut, me semble-t-il, rendre compte des phénomènes d'instabilité et d'incohérence constatés au plan des opinions individuelles dans les enquêtes par sondage, tout en renvoyant une image plus fidèle du rôle complexe de l'opinion en démocratie.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACHEN, C., « Mass political attitudes and the survey response », *American Political Science Review*, 69, 1975.
- ARNOLD, D., *The Logic of Congressional Action*, Yale University Press, 1990.
- BENNETT, W.L., *Public Opinion in American Politics*, Harcourt, Brace et Jovanovitch, 1980.
- BISHOP, G., OLDENDICK, R., TUCHEARBER, A., « What must my interest in politics be if I just told you I don't know ? », *Public Opinion Quarterly*, 48, 1984.
- CONVERSE, P., « The nature of belief systems in mass publics », in APTER D. (dir.), *Ideology and Discontent*, Free Press, 1964.
- EDELMAN, M., *The Symbolic Use of Politics*, University of Illinois Press, 1964.
- GAMSON, W., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- GAMSON, W., MODIGLIANI, A., « The changing culture of affirmative action », in BRAUNGART R.D. (dir.), *Research in Political Sociology*, vol. 3, JAI Press, 1987.
- GREMY, J.P., « Questions et réponses : quelques résultats sur les effets de la formulation des questions dans les sondages », *Sociétés Contemporaines*, 16, 1983.
- IYENGAR, S., *News that Matters*, Chicago, The University of Chicago Press, 1987.
- KINDER, D., SANDERS, L., « Mimicking political debate with survey questions : The case of white opinion on affirmative action for blacks », *Social Cognition*, 8, 1990.
- MUTZ, D., *Interpersonal Influence. How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- NOËLLE-NEUMANN, E., *The Spiral of Silence. Public Opinion – Our Social Skin*, Chicago, The University of Chicago Press, 1984.
- PAGE, B. I., SHAPIRO, R. Y., « What moves public opinion ? », *American Political Science Review*, 81 (1), 1987.
- SCHUMAN, H., PRESSER, S., *Questions and Answers in Attitude Surveys : Experiments on Question Form, Wording and Context*, Academic Press, 1981.